

Direction de l'Aménagement des Territoires et de la Transition Écologique

CAYENNE, le 10/08/2022

Service Prévention des Risques et
Industries Extractives

Unité Prévention des Risques Accidentels

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARA (DDC)

ZI de Dégrad des Cannes
BP 10227
97300 Cayenne

Références : PRIE/RA/AH/2022/355

Code AIOT : 0006900015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans l'établissement SARA (DDC) implanté ZI de Dégrad des Cannes 97354 REMIRE MONTJOLY. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA (DDC)
- ZI de Dégrad des Cannes 97354 REMIRE MONTJOLY
- Code AIOT : 0006900015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Stockage de produits pétroliers

Les thèmes de visite retenus sont l'application du plan d'opération interne (POI).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'opération interne	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI est bien maîtrisé. Les différents acteurs connaissent leur rôle, réagissent et s'organisent de façon fluide. La communication entre le DOI (directeur des opérations internes) et le PC (poste de commandement) est claire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-100-I
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI, Mesures d'organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exercice POI est bien maîtrisé. Les différents acteurs connaissent leur bien leur rôle et les installations du site, ils réagissent et s'organisent de façon fluide. L'exercice est géré avec calme et sérieux. La communication entre le DOI et le PC est claire.</p> <p>Les outils mis à disposition (tableaux, radio, ...) permettent une gestion optimale des événements, ils sont bien utilisés par les agents. La chronologie des événements est retracée de façon claire et efficace.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet